



essai, s'il avait été mené à son terme et s'était révélé concluant, aurait pu réduire considérablement l'épidémie dans le monde. Dans *Science* du 20 août dernier, le militant Jon Cohen rappelle ainsi qu'Act Up-Paris a protesté contre le «chantage» constitué par cet essai qui offrait aux participantes un suivi médical dont elles n'auraient pas bénéficié autrement. D'autres acteurs de la lutte contre le sida y sont en revanche opposés. «Je n'ai pas participé à cette étude, mais je connais assez bien la situation au Cambodge», explique le Pr Jean-François Delfraissy. *La question scientifique est justifiée, elle est très proche de l'essai sur la transmission mère-enfant. Mais le milieu associatif n'a pas été assez préparé. Les investigateurs de l'essai ont ensuite redressé la barre, mais c'était peut-être trop tard.*» Effrayé par le retentissement médiatique de l'affaire, le Premier ministre cambodgien, Hun Sen, a purement et simplement annulé l'essai. Entre un accès possible à une molécule dans un pays où elle est introuvable et pas d'accès du tout, les militants ont préféré la seconde solution. Keo Tha, l'une des prostituées incluses dans l'étude, a remercié le Premier ministre cambodgien : «Nous sommes très heureuses qu'il nous ait défendues. Que les chercheurs repartent avec leur essai. Nous ne sommes pas une poubelle pour leurs recherches.»

LE TRAITEMENT COMME OUTIL DE PRÉVENTION

Les essais menés avec Viread dans le domaine de la prévention soulèvent également d'importantes questions sur les stratégies à adopter à l'avenir pour enrayer l'épidémie. Viread a été conçu pour améliorer la santé des séropositifs, pas pour faire office de vaccin. Or, s'il était démontré que ce produit, pris dans certaines conditions, empêche la contamination, de nombreuses personnes en viendraient à considérer l'antirétroviral comme une sorte de pilule préventive contre le sida. Cela remettrait en question de nombreux concepts sur la prévention et l'usage du préservatif. Dans tous les pays en voie de

développement, les programmes d'accès aux traitements qui donnent les meilleurs résultats sont ceux qui associent la prise en charge médicale et la prévention. Ainsi, les séropositifs qui ont accès au traitement sont en mesure de diffuser le message de prévention : ce n'est pas une seule personne qui est traitée, c'est tout son entourage qui est sensibilisé au sida. En France, la délivrance du traitement est rarement accompagnée d'un travail de prévention. Les médecins spécialisés dans les maladies infectieuses parlent rarement de sexualité avec leurs patients. Mais, avec la recrudescence de l'épidémie dans les pays développés, le rôle du médecin se limite-t-il à délivrer des antirétroviraux ou des antibiotiques contre les infections sexuellement transmissibles ? C'est précisément parce que les multithérapies donnent de bons résultats que l'épidémie reprend. Le lien entre l'accès médical et la prise de risque est aujourd'hui évident. Il serait temps que les associations de lutte contre le sida spécialisées dans l'aspect thérapeutique du VIH planchent sur le lien entre traitement et prévention. Certes, le groupe interassociatif TRT-5 contrôle régulièrement les notices thérapeutiques placées à l'intérieur des boîtes de médicaments pour s'assurer que tous les avantages et les inconvénients du traitement y figurent bien. Mais ne serait-il pas possible d'y ajouter un encadré sur la prévention ? Le TRT-5 pourrait aussi mettre au point une petite brochure, facile à lire, qui rassemblerait les informations essentielles en matière de prévention. Cette brochure pourrait être imprimée par le ministère de la Santé et distribuée dans les services de maladies infectieuses, qui suivent la très grande majorité des séropositifs. Le seul problème, c'est qu'il faudrait que les associations se réunissent autour d'une table. Or, pour l'instant, la bataille sur la réduction des risques engagée par Aides empêche que le débat ait lieu. Toutes les nouvelles idées pour enrayer l'épidémie, qu'elles émanent de Bangkok ou de Paris, devraient pourtant être discutées. La lutte contre l'épidémie l'exige. **DL**